

# G8enligne

## 9. Participation de la collectivité mondiale : le G20 et l'Afrique

*Mamoudou Gazibo*

Bonjour, je suis le professeur Mamoudou Gazibo de l'Université de Montréal. Dans cette leçon, intitulée « Participation de la collectivité mondiale : le G20 et l'Afrique », nous allons regarder les efforts offerts par le G8 pour permettre à d'autres pays et d'autres organisations internationales de participer à ses activités, surtout les pays en voie de développement en Afrique.

Depuis longtemps, les critiques accusent le G7/G8 d'être un groupe fermé, une **ploutocratie** à laquelle seuls les pays du Nord les plus fortunés, à majorité blanche, peuvent participer. Les défenseurs de la composition actuelle du G8 rétorquent que les pays qui n'en font pas partie appartiennent à des groupes **multilatéraux** ou **plurilatéraux** exclusifs, comme le G77 et le G15. En outre, il existe de nombreux autres organismes, notamment les organismes largement multilatéraux du système des Nations Unies, qui accordent à chaque pays les mêmes droits et les mêmes pouvoirs. Récemment, en notant que la **mondialisation** favorise la croissance rapide, l'ouverture de l'économie et la naissance des libertés démocratiques dans les pays en voie de développement, la pression s'est fait sentir davantage pour que le G7/G8 s'associe plus étroitement que jamais aux pays du tiers monde et aux organismes internationaux les plus importants s'il veut continuer d'être efficace.

Quelle attitude adopter à l'égard des pays du tiers monde? Faut-il faire preuve d'une plus grande ouverture ou, au contraire, fermer la porte, ou encore se montrer sélectif? Qu'a fait le G7/G8 dans le passé et que doit-il faire dans les années à venir?

Dans mon exposé, j'affirme que le G8 a déjà fait beaucoup, mais qu'il pourrait ou devrait

faire davantage pour s'associer à des pays en voie de développement sélectionnés afin de maximiser son efficacité dans cette période de mondialisation accélérée. En tant que **concert démocratique**, il doit rester fermé, et l'adhésion pleine et entière doit être réservée aux grandes puissances possédant des convictions démocratiques et ayant un rayonnement et des responsabilités internationales. Mais même le **Concert européen**, créé par le **Congrès de Vienne** en 1815, a ouvert la porte aux pays étrangers lorsque la situation l'a exigé. De même, à la fin de la guerre froide, au Sommet de l'Arche à Paris en 1989, le G7 a amorcé le dialogue de façon prudente avec des non-membres, puis a multiplié les démarches en vue d'une éventuelle association permanente. Kananaskis marquera la prochaine étape de cette évolution. Outre le point culminant que constitue le sommet, les institutions de plus en plus nombreuses du G7/G8 ont déployé des efforts considérables pour favoriser la participation de nombreux pays en voie de développement, la création du G20, qui réunit les ministres des finances de 20 pays, marquant un tournant décisif. À l'avenir, les grandes puissances démocratiques du G20 devraient être associés de façon permanente au sommet du G8, notamment en ce qui concerne la participation des dirigeants aux discussions sur l'ensemble des questions qui sont au centre de la **gouvernance mondiale** en cette période de mondialisation.

### A. Liens forgés au sommet depuis 1989

Du 14 au 16 juillet 1989, les dirigeants du G7 se sont réunis à Paris pour lancer leur troisième cycle de conférences au sommet sur sept ans, célébrer le bicentenaire de la **Révolution française**

et souligner le rôle de la France dans l'évolution des droits de la personne. À la fin du sommet, les dirigeants du G7 ont reçu la lettre étonnante du dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev, qui devait, au cours des sept années suivantes, marquer la fin de la guerre froide et permettre à la Russie d'accéder à la démocratie et de devenir un membre à part entière du nouveau Groupe des Huit. Mais au début du sommet, les dirigeants du G7 se réunissaient pour la première fois avec un groupe choisi de dirigeants de pays en voie de développement de toutes les régions du monde pour fraterniser et entamer le dialogue nord-sud sur les questions de développement qui étaient au cœur des préoccupations du sommet du G7 à Paris.

Cette première a permis d'instaurer une tradition qui a pris de l'ampleur au cours des années. Naturellement, les dirigeants de pays sous-développés exerçaient des pressions depuis longtemps sur les membres du G7 par le moyen de lettres et au cours des réunions précédant les sommets, et les pays membres du G7 consultaient individuellement des représentants de pays du sud et d'organismes externes avec lesquels ils entretenaient des liens. Mais maintenant, les représentants de certains pays en voie de développement étaient en mesure de rencontrer l'ensemble des membres et de participer au sommet. Après le Sommet de Paris, l'Union soviétique, qui est devenue la Russie, a été le premier pays sous-développé à participer aux réunions qui ont suivi le Sommet de Londres en 1991, ainsi que ceux de Munich en 1992 et de Tokyo en 1993, et à se joindre au nouveau Groupe des Huit à Naples en 1994, ainsi qu'à Halifax et à Lyon en 1996. La Russie a également été l'hôte du tout premier sommet intersessions sur la sûreté nucléaire qui s'est tenu à Moscou en 1996, et le G7 a invité les responsables de plusieurs organisations internationales à prendre part aux discussions qui ont eu lieu après le sommet à Lyon.

À l'exception de la rencontre que l'hôte japonais Kiichi Miyazawa et le président américain

Bill Clinton ont eue avec le président indonésien Suharto à Tokyo en 1993, les dirigeants des pays en développement n'ont été invités qu'en 2000 à participer à la rencontre pré-sommet qui s'est tenue encore une fois au Japon pour quelques privilégiés (Kirton et Takase 2002). Mais ce premier sommet du vingt et unième siècle a permis d'établir une tendance permanente. À Gênes en 2001, les membres du G8 ont invité les dirigeants de pays en développements choisis, africains pour la plupart, et d'organisations internationales à prendre part au sommet afin de jeter les bases d'un nouveau paradigme et d'un plan d'action en vue de favoriser le développement de l'Afrique. Les dirigeants africains participeront pleinement pour la première fois au sommet du G8 à Kananaskis en juin 2002 afin d'approuver le nouveau paradigme et le plan.

## **B. Liens forgés par le système G7/G8 depuis le début**

Au-delà du sommet lui-même, le G8 déploie des efforts — pratiquement depuis le début — pour permettre à d'autres de participer à ses activités. D'abord déployés sur le plan officiel, ces efforts ont permis à des pays du tiers monde de devenir des membres reconnus de groupes de travail mis sur pied à la suite de certains sommets, comme le Régime de contrôle de la technologie relative aux missiles, afin de répondre à des besoins fonctionnels. Le Groupe d'experts sur l'accès aux nouvelles technologies (le Dot Force), le groupe de travail sur les énergies renouvelables (G8 Renewable Energy Task Force) et le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme constituent des exemples récents des efforts constants pour forger des liens. Au cours de la dernière décennie, pendant que la guerre froide faisait place à la mondialisation, le G7/G8 s'est employé à forger des liens sur le plan ministériel pour favoriser la participation d'autres pays. Ce processus s'est amorcé par l'octroi d'une aide économique à l'Ukraine le 27 octobre 1994, à Winnipeg, au

Manitoba. Il s'est poursuivi plus récemment par la réunion, le 7 novembre 2001, des ministres de la santé du G7 (à laquelle le Mexique a participé) à Ottawa (voir la déclaration s'y rapportant intitulée « Ottawa Plan for Improving Health Security »), suivie d'une autre rencontre à Londres, en Angleterre, le 14 mars 2002 (voir la déclaration s'y rapportant).

L'événement le plus spectaculaire, toutefois, a trait à la mise sur pied en 1999 du forum des ministres des finances du G20. Ce nouvel organe, créé à la suite de la crise financière qui s'est étendue à toute l'Asie de 1997 à 1999, réunit les ministres des finances des pays du G7 et ceux des économies émergentes du monde entier importantes sur le plan systémique, ainsi que des représentants du **Fonds monétaire international** (FMI). Présidé par le ministre canadien des finances Paul Martin au cours des deux premières années de formation, l'organisme s'est réuni à Berlin en 1999, à Montréal en 2000 et à Ottawa en 2001 après les attaques terroristes du 11 septembre. Bien que son ordre du jour porte en premier lieu sur les questions relatives aux finances, il s'intéresse également à de nombreuses préoccupations fondamentales, sur les plans social et écologique, liées à la mondialisation.

Les premières constatations indiquent que le G20 a su s'imposer devant les organismes rivaux comme le nouveau Comité monétaire et financier international (CMFI) du FMI. En outre, il est en voie de devenir un forum où les principaux pays développés et en développement peuvent se rassembler de façon équilibrée en vue d'établir un large consensus sur les questions névralgiques qui touchent le monde. Sa valeur a été mise en évidence de façon incontestable lors de la dernière réunion ministérielle à Ottawa, où le consensus du G7 sur les mesures radicales à prendre pour combattre le terrorisme a dû obtenir le soutien

plein et entier des économies émergentes du monde. Néanmoins, certains affirment qu'il reste encore beaucoup à faire si l'on veut que le groupe plus vaste des pays en développements directement touchés par la mondialisation puissent participer avec le G7 au processus de gouvernance mondiale (Helleiner 2002; Culpeper 2000).

### **C. Liens que devra forger le système G7/G8 dans les années à venir**

Selon certains, la suite logique consiste à établir un forum semblable au G20 pour les ministres des affaires étrangères du G8 et des principaux pays en développement, ou même à permettre aux chefs d'État du G8 de participer au sommet du G20 (Johnson 2001). Cette formule pourrait s'avérer utile d'un point de vue strictement fonctionnel, dans un contexte où la mondialisation crée constamment de nouvelles possibilités au sein des principaux pays en développement, exacerbant toujours davantage les risques de conflits entre ces possibilités et celles du G8. Mais cette proposition va à l'encontre de la raison d'être du G8 qui s'est donné pour mission de faire progresser la démocratie. L'une des solutions pourrait être de créer un G20 pour les ministres des affaires étrangères ou les dirigeants des États démocratiques uniquement, mais le nombre insuffisant de démocraties durables dans les principaux pays en développement pourrait rendre cette solution impraticable à court terme. La meilleure solution consiste plutôt à associer plus étroitement au G8 les quelques puissances démocratiques en développement, à commencer par l'Inde, que sa vision d'ensemble rend apte à participer au processus de gouvernance mondiale.

*Ce conférence a été préparé en collaboration avec John Kirton.*

## Bibliographie

CULPEPER, Roy, « Systemic Reform at a Standstill: A Flock of "Gs" in Search of Global Financial Stability ». Communication présentée à la conférence intitulée Critical Issues in Financial Reform: Latin-American/Caribbean and Canadian Perspectives, Munk Centre for International Studies, Université de Toronto, 1er et 2 juin, 2000 <[www.g7.utoronto.ca/g7/scholar/culpeper2000/index.html](http://www.g7.utoronto.ca/g7/scholar/culpeper2000/index.html)> (mai 2002).

HELLEINER, Gerald, « Discours pour National Forum on Canadian Foreign Policy », National Forum on Africa, Montréal, 9 février, 2002 <[www.g7.utoronto.ca/g7/scholar/helleiner/020209HelleinerAddress.pdf](http://www.g7.utoronto.ca/g7/scholar/helleiner/020209HelleinerAddress.pdf)> (mai 2002).

JOHNSON, Pierre Marc, « Creating Sustainable Global Governance », p. 245 à 282, dans John Kirton, Joseph Daniels et Andreas Freytag, *Guiding Global Order: G8 Governance in the Twenty-First Century*, Ashgate, Aldershot, 2001.

KIRTON, John et Junichi TAKASE, *New Directions in Global Political Governance: Creating International Order for the Twenty-First Century*, Ashgate, Aldershot, 2002.

## Documents supplémentaires suggérés

BAYNE, Nicholas, « Global Governance — Bringing the South In: The Contribution of the G8 Summit ». Communication présentée au Queen's University Policy Forum, Kingston, Ontario, avril 2001 <[www.g7.utoronto.ca/g7/scholar/bayne2001/050201.html](http://www.g7.utoronto.ca/g7/scholar/bayne2001/050201.html)> (mai 2002).

CANADA, ministère des Finances, « New G-20 Forum: Backgrounder » 1999, [www.g7.utoronto.ca/g7/g20/g20backgrounder.htm](http://www.g7.utoronto.ca/g7/g20/g20backgrounder.htm) (mai 2002).

DODGE, David, Interview avec David Dodge, Gouverneur de la Banque du Canada, 18 novembre, 2001 <[www.g7.utoronto.ca/g7/g20/interviews/Dodge011118.pdf](http://www.g7.utoronto.ca/g7/g20/interviews/Dodge011118.pdf)> (mai 2002).

G7 MINISTRES DE FINANCE ET GOUVERNEURS DE BANQUES CENTRALES, « Statement of G-7 Finance Ministers and Central Bank Governors », 25 septembre 1999, Washington, DC. <[www.library.utoronto.ca/g7/finance/fm992509state.htm](http://www.library.utoronto.ca/g7/finance/fm992509state.htm)> (mai 2002).

KIRTON, John, « What Is the G20? » 1999 <[www.library.utoronto.ca/g7/g20/g20whatisit.html](http://www.library.utoronto.ca/g7/g20/g20whatisit.html)> (mai 2002).

KIRTON, John, « Guiding Global Economic Governance: The G20, the G7 and the International Monetary Fund at Century's Dawn », p. 143 à 168 dans John Kirton et George von Furstenberg, *New Directions in Global Economic Governance: Managing Globalisation in the Twenty-First Century*, Ashgate, Aldershot, 2001.

KIRTON, John, « The G20: Representativeness, Effectiveness, and Leadership in Global Governance », p. 143 à 172, dans John Kirton, Joseph Daniels et Andreas Freytag, *Guiding Global Order: G8 Governance in the Twenty-First Century*, Ashgate, Aldershot, 2001.

MARTIN, Paul, « Interview avec Paul Martin », Ministre des Finances du Canada et président du G20, 18 novembre 2001 <[www.g7.utoronto.ca/g7/g20/interviews/Martin011118.pdf](http://www.g7.utoronto.ca/g7/g20/interviews/Martin011118.pdf)> (mai 2002).

## Questions à débattre

1. Si le G8 devait inviter des pays démocratiques en développement à prendre part au sommet annuel, quels pays devraient figurer sur la liste et en fonction de quels critères devraient-ils être sélectionnés?
2. Les G8 sont, par définition, les pays les plus puissants du monde démocratique. En vue de leur mandat, quel rôle, s'il y en a un, ont les pays en voie de développement dans les sommets?
3. Le G8 s'œuvre présentement à une nouvelle participation pour les pays du sud, mais est-ce que cette relation est efficace? Qu'est-ce qui constitue cette relation (est-ce que le G8 promouvoit les programmes d'ajustement structural ou les initiatives de l'ONU ou des initiatives locales?)
4. Le G20 paraît capable d'offrir un pas logique dans l'intégration d'un groupe de pays plus large. Mais le G20 est basé sur l'économie et il marginalise les pays africains. Cependant, le G8 a pour mandat l'encouragement de la démocratie. Quel rôle est-ce que l'économie devrait jouer dans la participation des pays en voie de développement? Quel sont quelques alternatives pour balancer la participation avec la politique économique?

## Exercice

1. Le Concert européen a été créé par :
  - a. le Traité de Westphalie en 1648
  - b. le Congrès de Vienne en 1815
  - c. le Traité de Versailles en 1918
  - d. le Traité de Rome en 1957
2. Les leaders des pays en voie de développement se sont présentés au sommet du G7/G8 pour la première fois en :
  - a. 1975
  - b. 1989
  - c. 1993
  - d. 2000
3. Le G20 a été créé en :
  - a. 1920
  - b. 1975
  - c. 1989
  - d. 1999
4. Le chef de l'Union soviétique/la Russie a rencontré les leaders du G7/G8 au sommet pour la première fois en :
  - a. 1989 à Paris
  - b. 1990 à Houston
  - c. 1991 à Londres
  - d. 1992 à Munich
5. Les leaders africains ont rencontré les leaders du G7/G8 au sommet pour la première fois en :
  - a. 1988 à Toronto
  - b. 1989 à Paris
  - c. 1997 à Denver
  - d. 2001 à Gênes
6. Le secrétaire-général des Nations Unies est couramment :
  - a. Mike Moore de la Nouvelle-Zélande
  - b. Don Johnston de Canada
  - c. Horst Köhler de l'Allemagne
  - d. Kofi Annan du Ghana